

Compte-rendu FSU de la CCP MLF du 2 avril 2026



1) Situation des établissements MLF au Proche et Moyen Orient

Face à la situation de guerre régionale, la MLF a mis en place une **cellule de crise et une cellule d'écoute psychologique** pour le suivi des 14 établissements qu'elle gère ou chapeaute. De manière générale, les personnels sont tous restés sur place, les cours ont eu lieu en distanciel plus ou moins longtemps et le restent, là où les autorités locales l'imposent. **Partout où les conditions de sécurité, les autorités locales et les autorités françaises le permettent, les cours ont repris en présentiel.** La MLF salue l'engagement des personnels, qu'elle sait être sous pression.

Dans le détail :

- **au Liban**, les établissements de Tyr et Nabatieh sont fermés. A Beyrouth, le Grand Lycée franco-libanais a connu 10 jours d'EAD puis a rouvert, tandis que le lycée Verdun a été 3 semaines en EAD, puis 1 semaine en présentiel puis de nouveau en EAD. Les vacances scolaires viennent de commencer. Le Lycée Abdel Kader, situé dans une école publique libanaise, a fermé pour accueillir des réfugié-es. Une partie de ses classes (ainsi que de Nabatieh) seront installées dans une annexe du lycée Verdun. Le lycée Nahr Ibrahim à Jounieh fonctionne normalement.
- **à Bahrein**, l'EAD est en place depuis le 1er mars, suivi quotidiennement par les autorités locales qui imposent le 100% synchrone.
- **aux Emirats Arabes Unis**, les établissements fonctionnent en EAD, les vacances ont été allongées.
- **en Arabie Saoudite**, les lycées de Djeddah et Riyad sont ouverts, celui d'Al Khobar est fermé sur décision de l'ambassade.

→ La FSU mesure l'importance du travail de suivi pour les **collègues sur place, qui vivent dans l'inquiétude et sous la pression constante.** Nous rappelons que l'EAD dans un tel contexte n'est pas tenable sur la durée, la MLF en convient et a pour politique de rouvrir les établissements dès que cela est possible.

A nos questions concernant l'**impact sur les examens, la présence des élèves et le recrutement**, la MLF répond qu'une décision sur les examens sera prise en mai en fonction de l'évolution de la situation, qu'à Beyrouth, par exemple, 85% des élèves sont présent-es en classe, et qu'un seul cas de désistement de détaché recruté pour la rentrée 2026 est signalé.

2) Cession du réseau des établissements MLF en Espagne

Le calendrier de négociation et de décision des 9 établissements du réseau espagnol a pris du retard. **Plusieurs candidats** sont en discussion avec la MLF, il n'y a eu aucun désistement. Le comité d'accompagnement qui suit le processus se réunira en avril. L'objectif est de **désigner le repreneur le 1er juin.**

→ La FSU s'assure que la rentrée de septembre 2026 ne sera pas affectée par ce retard. La MLF précise qu'elle **assure la préparation de la rentrée**, en terme de recrutement des personnels et d'organisation pédagogique ; les inscriptions des élèves sont en cours.

Une précédente réunion entre la FSU et la MLF, en janvier, avait permis d'établir que la MLF garantissait **trois continuités : sociale, pédagogique et partenariale**. Pour ce qui est des personnels, les droits des salarié-es sont garantis pendant un an par la loi espagnole, qui prévoit la subrogation au moment de la cession. Pour les personnels détachés, la MLF a obtenu du MEN le maintien des détachements qui sont adossés aux établissements. La FSU demande des garanties, particulièrement au-delà de la première année.

3) Etat du recrutement et des détachements pour la rentrée 2026

Le recrutement est dans sa phase finale. Dans les **établissements en pleine responsabilité** de la MLF, les 4 postes à pourvoir au 1er degré ont reçu 100 candidatures, et les 17 postes au second degré en ont reçu 298. Les arrêtés de détachement ont été accordés ou sont en attente.

Dans les **écoles d'entreprise**, 17 candidatures pour 4 postes au 1er degré, et 9 pour 1 poste au second degré. A noter que **l'école d'Aberdeen (Ecosse) ferme** en tant qu'école d'entreprise, elle est désormais gérée par une école locale.

A noter que **le MEN se montre inflexible concernant le bornage à 6 ans des détachements** : les demandes de dérogation sont systématiquement refusées. La FSU dénonce, à la MLF comme à l'AEFE, cette politique de mobilité forcée qui amène certains collègues à demander une disponibilité voire à démissionner.